Gouverner l'Église catholique au XX^e siècle. Perspectives de recherches, Actes de la journée d'études de Lyon (12 septembre 2013), textes réunis par Bruno DUMONS et Christian SORREL

Lyon, Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes (« Chrétiens et Sociétés – Documents et Mémoires », 28), 2015

François Jankowiak

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rhr/10479>
DOI : 10.4000/rhr.10479
ISSN : 2105-2573

Éditeur

Armand Colin

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2020
Pagination : 166-168
ISBN : 978-2-200-93291-6
ISSN : 0035-1423

Référence électronique

François Jankowiak, « *Gouverner l'Église catholique au XX^e siècle. Perspectives de recherches*, Actes de la journée d'études de Lyon (12 septembre 2013), textes réunis par Bruno DUMONS et Christian SORREL », *Revue de l'histoire des religions* [En ligne], 1 | 2020, mis en ligne le 01 janvier 2021, consulté le 05 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/rhr/10479> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhr.10479>

Ce document a été généré automatiquement le 5 janvier 2023.

Tous droits réservés

Gouverner l'Église catholique au XX^e siècle. Perspectives de recherches, Actes de la journée d'études de Lyon (12 septembre 2013), textes réunis par Bruno DUMONS et Christian SORREL

Lyon, Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes (« Chrétiens et Sociétés – Documents et Mémoires », 28), 2015

François Jankowiak

RÉFÉRENCE

Gouverner l'Église catholique au XX^e siècle. Perspectives de recherches, Actes de la journée d'études de Lyon (12 septembre 2013), textes réunis par Bruno DUMONS et Christian SORREL, Lyon, Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes (« Chrétiens et Sociétés – Documents et Mémoires », 28), 2015, 159 p. ISBN 979-10-91592-13-0

- ¹ Cet ouvrage collectif, issu d'un programme de recherche lyonnais (voir notre recension p. 169-172 de *Liturgie et société. Gouverner et réformer l'Église, XIX^e-XX^e siècle*, sous la direction de Bruno Dumons, Vincent Petit et Christian Sorrel, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. *Histoire*, 2016, 236 p.) rassemble huit contributions consacrées à différents aspects du gouvernement, central comme local, de l'Église catholique romaine aux XIX^e et XX^e siècles. Certains articles privilégient du reste le terme de « gouvernance » à celui, plus classique et mieux délimité sans doute, de gouvernement, signe tangible d'un travail épistémologique qui, s'il concerne de

manière centrale la science politique et le droit public, voire la science des organisations et le management, ne saurait laisser indifférents les historiens des institutions. L'introduction, concise et rigoureuse, due à B. Dumons, rappelle les principaux jalons d'une historiographie qui connaît depuis une trentaine d'années un « profond renouvellement » (p. 7).

- 2 Le volume s'ouvre sur une étude de B. Dumons intitulée « Gouverner par la pastorale : la naissance d'un expert, le chanoine Cottard-Jousserand (1875-1935) ». L'itinéraire de ce personnage, directeur du Bureau des œuvres du diocèse de Belley durant trente ans et expert en pastorale, met en relief le recours, de la part de l'Ordinaire, à l'expertise comme instrument de gouvernement. Souvent jeunes, ces collaborateurs forment « une garde rapprochée de l'évêque placée aux avant-postes des chantiers épiscopaux » (p. 12). S. Mokry aborde quant à lui la carrière épiscopale du futur cardinal Julius Döpfner, évêque de Wurtzbourg dès 1948 (à 35 ans, il est alors le plus jeune évêque d'Europe et réunit en 1954 un synode diocésain abordant des questions très contemporaines, telles la sécularisation ou les mariages mixtes), puis de Berlin (1957) et préconisé archevêque de Munich-Freising en 1961 où, s'appuyant sur les textes des grands experts allemands du temps (Schmaus, Mörsdorf, Rahner ou Wulf), il élabore des propositions dans le cadre de la préparation du concile Vatican II, dont l'ouverture est proche.

- 3 La période conciliaire est également celle qui retient l'attention de Christian Sorrel, qui se penche sur les conditions historiques de la genèse de la Conférence épiscopale française en mai 1964, qui succède à l'Assemblée des cardinaux et archevêques (ACA) fondée en 1919 mais dépourvue de statut canonique et qui n'exerça qu'une influence morale. Le moment est celui d'un changement de génération, avec l'accession à l'épiscopat de jeunes prélats (tels Marty, Garrone ou Villot) à la sensibilité et aux options théologiques, pastorales ou encore ecclésiologiques différentes de celles de leurs aînés (Gerlier, Feltin ou Richaud) et qui siègent dans les commissions préparatoires au concile, aux côtés notamment du cardinal Liénart. Cela passa par la constitution, fin 1963, d'un Comité de réunion de l'épiscopat français (CREF) présidé par Mgr Marty puis, en 1965, par Mgr Gouyon, au sein duquel la nécessité d'un travail collégial ne parvint pas toujours à l'emporter sur les tendances individualistes ; « inséparable de l'expérience conciliaire des évêques » (p. 45), la création de la CEF, tentant de structurer un groupe divers, est dominée par les urgences du temps.

- 4 Celles-ci, avec les contestations qui les accompagnent, retentissent également sur la direction du séminaire du diocèse de Genève, Fribourg et Lausanne (GFL) analysée par Lorenzo Planzi pour la période 1960-1975, faite « d'élans profonds et de crises radicales » (p. 47) en Suisse romande. L'assèchement des vocations et la nécessité d'un *aggiornamento* commandent en 1961 l'adoption par le séminaire Saint-Charles d'une nouvelle « règle de vie », laquelle remplace l'ancien règlement des années 1930, qui en modelait le quotidien « à la manière d'un monastère bénédictin » (p. 53). La formation s'ouvre alors à la société et suscite des changements dans les études, la spiritualité, ou encore la vie en équipes, généralisant au sein du séminaire, avec l'institution d'un conseil de communauté, le principe de coresponsabilité ; la soutane est abandonnée en 1968 et, progressivement, les séminaristes romands sont intégrés à l'Université de Fribourg, en particulier à sa Faculté de théologie. La contestation du modèle de « l'internat-caserne » introduit davantage de souplesse, améliore (voire instaure) le

dialogue entre supérieurs et étudiants, mais n'empêche ni les départs, ni la crise qui s'annonce.

- 5 Crise, recompositions et éclatements sont aussi au cœur de l'analyse conduite par Vincent Herbinet de la « gouvernance » – terme choisi par l'auteur de préférence à celui de gouvernement – et des dynamiques communautaires dans le diocèse de Rennes, Dol et Saint-Malo de 2000 à 2013. Le caractère mouvant du ou des territoires considérés, les mobilités des communautés et, à l'initiative de l'évêque, Mgr d'Ornellas, en 2010, la constitution de « Pôles eucharistiques rayonnants » ont conditionné le mode de gouvernement du territoire diocésain, conformément aussi aux orientations ecclésiologiques de Vatican II et leurs traductions juridiques dans le Code de droit canonique de 1983.
- 6 Les aspects romains de gouvernement ne sont pas négligés, avec l'étude de Laura Pettinaroli qui s'intéresse ici à l'activité de la Commission pontificale pour la Russie entre 1925 et 1939 – *terminus ad quem*, à ce jour, pour la consultation des Archives vaticanes –, celle-ci ayant cessé son activité en 1993. L'article met en relief une compétence institutionnelle exclusive de la *Pro Russia* quant aux affaires russes, suivant en cela la logique qui présida, au xvii^e siècle, à la fondation de la congrégation permanente de la Propagande. En dépit de résistances internes, la Commission put notamment, grâce à l'action de son président, le cardinal Sincero, et de l'expert jésuite Michel d'Herbigny, asseoir son autorité grâce à l'appui de Pie XI, lequel reçut fréquemment ces personnalités en audience.
- 7 L'intérêt d'une histoire administrative de la Curie est également souligné par Antoinette Guise-Castelnuovo, qui se penche sur la question du gouvernement des Carmélites de France sous les pontificats de Pie XI et Pie XII. Sollicitant différentes sources, en particulier celles internes au Carmel afin de « faire l'histoire de ces femmes à partir de leurs propres sources » (p. 111) et s'affranchir du discours clérical à leur endroit, l'A. interroge « l'articulation institutionnelle entre un réseau féminin génétiquement réfractaire à toute centralisation et deux chaînes de commandement masculines, l'une pontificale et l'autre carmélitaine » (*ibid.*). Après avoir analysé l'échec de la révision des constitutions de l'ordre, rendue nécessaire par l'entrée en vigueur du Code de droit canonique de 1917, cette contribution s'attache à l'action du P. Marie-Eugène de l'Enfant-Jésus, nommé visiteur apostolique des Carmels de France en février 1948 et qui présida, à l'automne 1953, l'assemblée de Lisieux réunissant les déléguées de plus de 130 carmels français et accompagna l'organisation de fédérations de carmels.
- 8 Le gouvernement des ordres religieux retient également l'attention de Yann Raison du Cleuziou, qui examine l'action réformatrice du provincial dominicain Nicolas Rettenbach (1910-2004) entre 1967 et 1975, tandis que la vocation dominicaine, particulièrement entre 1963 et 1969, connaît une évolution débattue d'un « climat contemplatif et conventuel » (p. 133) vers une nécessaire insertion dans le monde permettant une prédication mieux adaptée aux attentes nouvelles. Diplômé en sciences politiques, attentif à la question du travail, le « provincial des "jeunes" » soutient les assemblées générales tenues par les frères étudiants du *studium* du Saulchoir en mai 1968. Toutefois, si les assises puis le chapitre provincial successivement réunis durant l'été 1969 débouchèrent sur l'institution de commissions *ad hoc*, la réforme suscita nombre de réserves ; et si le P. Rettenbach polémiqua, notamment avec le

P. Lelong, il sut en parallèle déployer « une sollicitude stratégique pour éviter les ruptures » (p. 154).

- 9 La richesse, la variété et l'originalité des contributions rassemblées ici constituent ce volume en repère d'une grande fiabilité pour qui s'intéresse à l'histoire contemporaine des institutions ecclésiales, locales comme centrales.

AUTEURS

FRANÇOIS JANKOWIAK

Université Paris-Sud (Paris-Saclay).